



Agrobusiness et agricultures familiales : les enjeux liés au foncier, à l'emploi et au développement des territoires.

Burnod P., Rakotomalala, H., Bres A. et Rasolofo P.

Atelier foncier, Antananarivo, Novembre 2015

Agrobusiness et modèles d'affaires

- Intérêt renouvelé :
 - des investisseurs – étrangers et nationaux – depuis 2005 pour le secteur agricole ;
 - des bailleurs et projets de développements pour les opérateurs privés ;
 - A Madagascar
 - Nombreuses annonces pour développer des fermes de milliers d'ha (plantation en régie). Malgré de nombreux abandons, arrivée continue d'investisseurs ;
 - Nombreuses expériences (plus anciennes) d'agriculture contractuelle (contrat sur la production). Beaucoup d'échecs, des réussites notables, peu de nouveaux investisseurs ;
- ⇒ Les deux modèles :
- inscrits dans les orientations des politiques et appuyés par des bailleurs ;
 - sources tous 2 de controverses sur leurs effets ;

Objectifs de la communication

- Objectifs : **qualifier, quantifier et comparer les effets de deux business models** : plantation à grande échelle et agriculture contractuelle...

=> voir comment le foncier peut être un levier de développement... en regardant le foncier, l'emploi et les revenus créés

=> Méthodologie :

- basée sur des études de cas et recensement piloté par l'Observatoire du foncier et conduits en partenariat (FAO, Cirad, etc.);
- Basée sur des entretiens qualitatifs (stratégies des ménages) et quantitatifs (enquête auprès de 246 ménages)

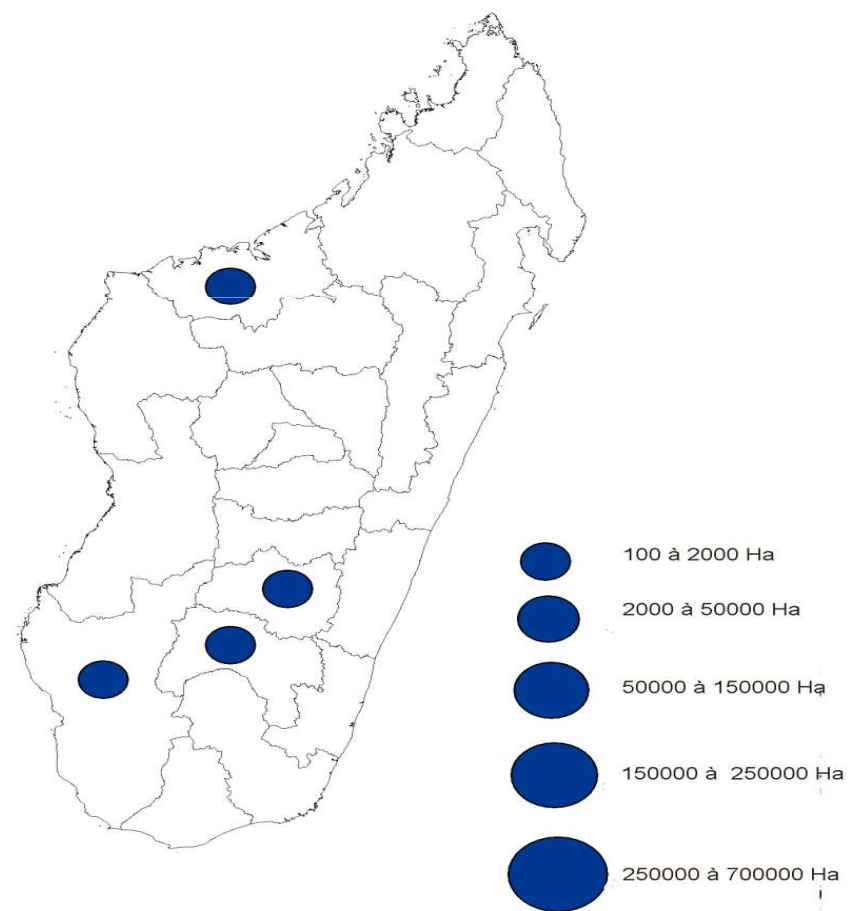
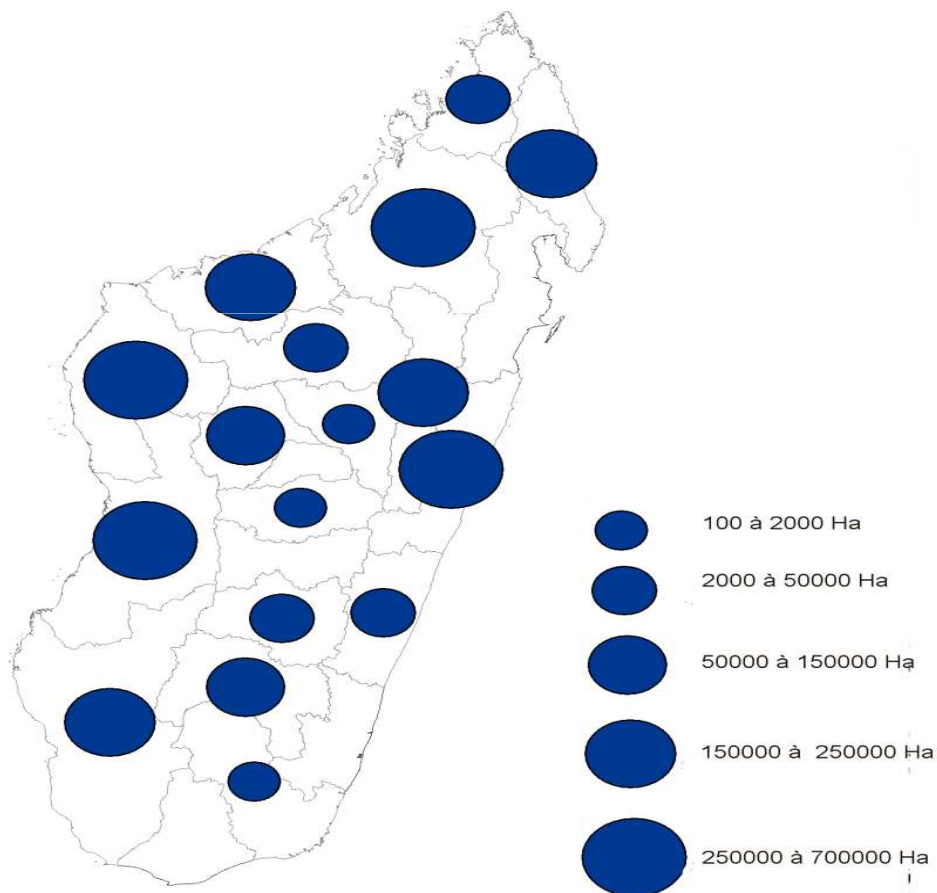


VUE D'ENSEMBLE DANS LE SECTEUR AGRICOLE

Investissements agricoles : l'affaire Daewoo.. L'arbre qui cachait la forêt

2005 - 2014, **82 projets** annoncés recensés
Superficies visées = **3,2 M ha**

En 2015, **moins de 10 entreprises** encore actives
Superficies cultivées **4 000 ha**



Investissements ou rêves à grande échelle

Beaucoup d'abandon – plus de 9 entreprises agricoles sur 10 – à cause de:

- Multiples crises : financière internationale & politique nationale (mais à relativiser car nombreux abandons présents aussi dans des pays stables);
- Manque capital des entrepreneurs & manque de réalisme des business plan;
- Difficultés d'accès au foncier et oppositions sociales ;

Qui sont alors ces entreprises qui arrivent à se maintenir ?

- **Pour les entreprises récentes (développées à partir de 2005):**
 - une maison mère avec capital important ;
 - une stratégie de diversification (cultures autres que jatropha, plus petites sup. ,orientation vers la collecte);
 - finalement rarement plus de 1500 ha plantés et un rythme d'expansion très lent (150 ha/an);
- Bien entendu, il existe des entreprises plus/très anciennes : accès au foncier ancien et de qualité différente + partenariats passés avec l'Etat + expérience de long terme + : cacao, café, tabac, canne à sucre, sisal;

Par ailleurs, les entreprises qui pratiquent l'agriculture contractuelle : 10 entreprises (500 à plus de 2000 ha) des rythmes d'expansion importants (150 ha à 300 ha/an).



LES EFFETS SUR LE FONCIER

Grandes plantations : concurrence sur le foncier

Concurrence entre investisseurs : les terres plates, mécanisables et accessibles par route ou piste ne sont finalement pas si nombreuses ;

Concurrence et tensions au niveau local :

- Les droits locaux sur les terres agricoles ne sont pas systématiquement respectés - les lois de 2005 sont peu connus et pas toujours respectés ;
- Les droits sur les pâturages le sont encore moins - absence de loi les protégeant;
- **Lorsque la terre est titrée au nom de l'Etat puis cédée en bail:**
 - ⇒ si l'investisseur abandonne, quel futur pour ces terres?
 - ⇒ si les plantations se développent :
 - ... des conflits : entre investisseurs et locaux, mais aussi entre locaux (représailles contre ceux qui ont accepté l'entreprise);
 - la perte de foncier pour les paysans est rarement compensée par l'accès à de nouvelles terres

Agriculture contractuelle : maintien des droits fonciers

Pas de tensions entre entreprise et agriculteurs : les paysans demeurent propriétaires ;

Avantage = accessible même pour les paysans non propriétaires car accès à la terre temporaire via des prêts et donc possibilité pour les plus pauvres de faire la culture sous contrat



LES EFFETS SUR L'EMPLOI

Agriculture en régie : une création d'emploi, mais limitée

- **Y a-t-il la création de nombreux emplois ?**
 - 0,3 à 1 « Equivalent Temps Plein Travailleur » par hectare, donc des chiffres relativement élevés ... mais des superficies qui restent limitées ;
- **Qui bénéficient de ces emplois ?**
 - De façon ponctuelle, les ménages locaux car la priorité est donnée à leur propre ferme;
 - De façon plus importante les jeunes;
 - De façon encore plus fréquente : des migrants ou ceux qui ont peu de terres = les ménages les plus pauvres;
 - De façon plus rare.. Ceux qui ont perdu des terres..

Agriculture contractuelle: renforcement des emplois existants

- Optimisation de la main-d'œuvre familiale (enfants y compris)
- Dans nos exemples, création de plus d'emploi à l'ha par rapport à la régie ;

	Agri contractuelle Entreprise Beta Culture B	Production en Régie Entreprise Gamma Culture C	Production en régie Entreprise Alpha Culture A
Superficie	1 400 ha (progression de 200 ha par an)	200 ha +/- (au bout de 3 ans suivi d'un blocage foncier)	250 ha (au bout de 5 ans)
Nb de paysans	3000		
ETPT/ ha	1,3	1	0,3 à 0,6



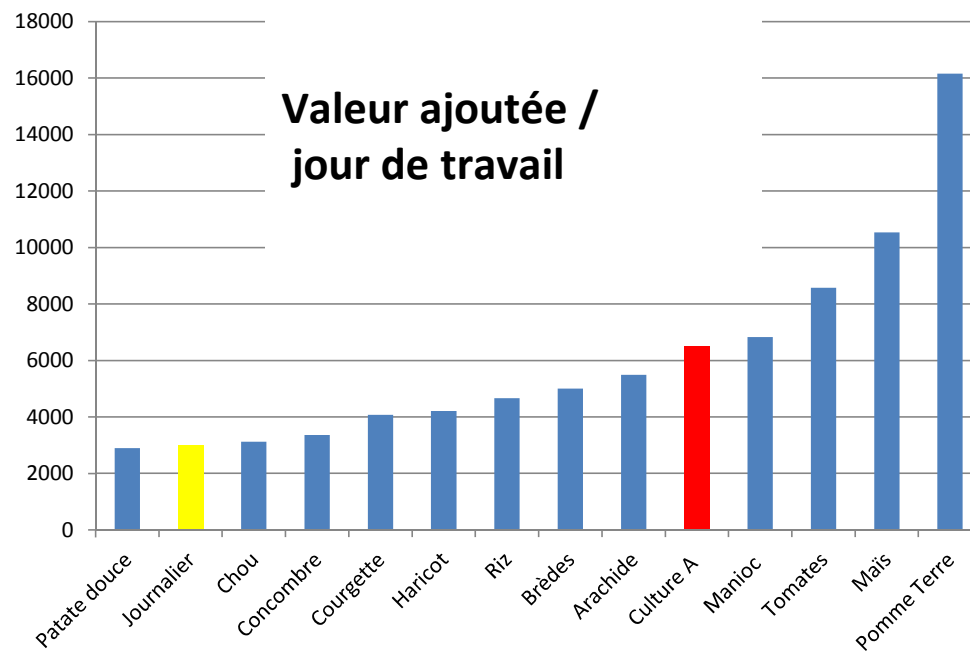
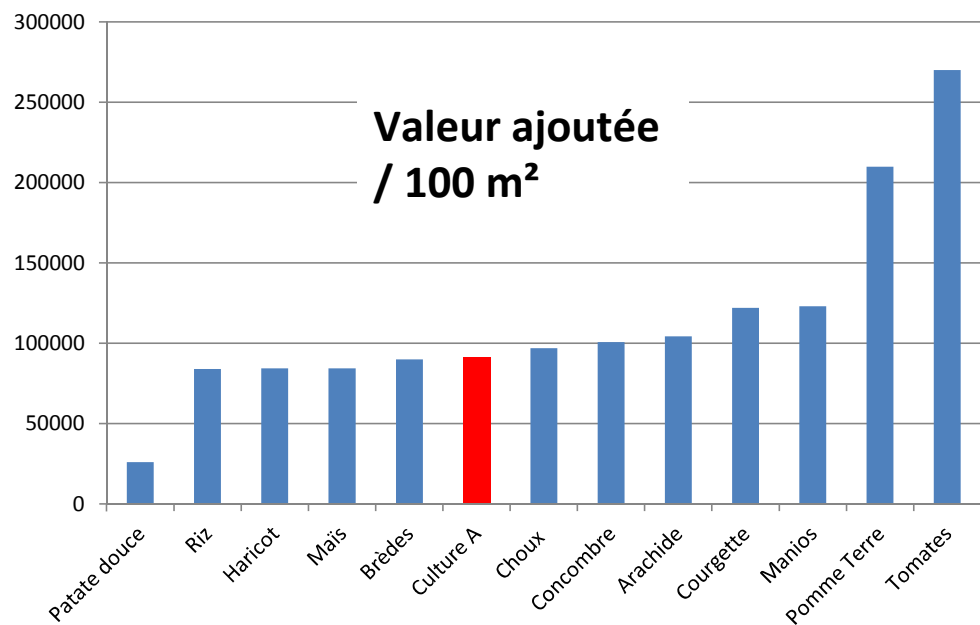
LES EFFETS SUR LES REVENUS ET LA PAUVRETÉ

Plantation en régie : des effets contrastés sur les revenus

- **pour un grand nombre et d'autant plus pour les anciens grands producteurs /éleveurs**
 - = Perte de revenus associée à la perte de terres agricoles/pâtures :
 - Compensée par certains par des stratégies d'adaptation petit élevage, artisanat, et emploi (en évitant l'entreprise) ;
 - Non compensée pour d'autres, généralement les plus vulnérables ;
- **pour un nombre similaire mais souvent pour les plus pauvres : augmentation des revenus pour ceux qui accèdent à l'emploi ;**

Agriculture contractuelle : des effets faibles sur le revenu mais des avantages pour investir

- Culture sous contrat : pas d'augmentation de revenus (même valeur ajoutée que autres cultures) mais une meilleure rémunération du travail ...



- Le profit n'est pas le seul critère, plusieurs raisons = pécule à réinvestir (scolarisation ; petit élevage) ; bénéficier d'un préfinancement des intrants et d'une vente assurée;

Effets en termes de pauvreté

- **Plantation en régie :**

⇒ « les gagnants » (s'ils n'ont pas perdu de terre) ou « les moins perdants » (petites parcelles perdues) sont parmi les plus pauvres..

Mais les revenus du travail salarié (saisonniers, ponctuels) ne leur permettent pas pour autant de sortir de la pauvreté (rémunération 3000 MGA/jour);

⇒ les perdants (perte de terres et faible voire absence de compensation) : pauvreté exacerbée

- **Agriculture contractuelle :**

⇒ touche en premier les plus riches, et s'il y a diffusion et accès à la terre, inclut également les plus pauvres ;

Conclusion 1

- Agrobusiness occupe beaucoup les débats : finalement peu d'acteurs à grande échelle
 - Les grandes plantations récentes :
des fortes difficultés à se mettre en place, notamment relatives au foncier (qualité des terres et contestations sociales) et des logiques de faible mécanisation (culture haute VA, exigeant en moe, emploi pour acheter la paix,);
 - L'agriculture contractuelle :
des difficultés (pb de respect des contrats et de ventes parallèles) mais une poignée d'entreprises qui parviennent à se maintenir dans la durée;
- Débattre sur les orientations politiques des modèles d'affaire à promouvoir :
 - en prenant en compte le plus possible les expériences de terrain;
 - en discutant le potentiel en terres cultivable en termes agronomique et économique ;
 - l'investissement semble plus efficace quand il est tourné vers l'appui aux producteurs et vers l'aval que lorsqu'il est orienté vers la production en régie;

Conclusion 2

Quand bien même il y a une volonté de développer les plantations en régie, relativement au foncier, étape cruciale, il apparaît nécessaire de :

- Renforcer les consultations (surtout locales) et favoriser la transparence sur l'état d'avancement des démarches d'accès au foncier des investisseurs;
- Assurer le respect des lois de 2005, notamment via le renforcement de l'information et des compétences au niveau local, au travers notamment des guichets fonciers ;
- Avancer sur la protection et le statut des espaces collectifs tels que les pâturages;
- Formaliser les pratiques de l'administration dans l'attribution de lots de petites parcelles et non de grandes superficies d'un seul tenant, et favoriser les allocations progressives de terres;
- Sélectionner les agrobusiness selon le réalisme des projets et selon des critères définis.



Misaotra indrindra tompoko naharitra nihaino

Merci pour votre aimable attention

www.observatoire-foncier.mg